BARTHÉLÉMY (Pascale), *Africaines et diplômées à l'époque coloniale (1918-1957)*

Rennes : Presses Universitaires de Rennes, (coll. Histoire), 2010, 344 p.,
[préface de Catherine Coquery-Vidrovitch]

Roland Colin

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/2556>

DOI : 10.4000/histoire-education.2556

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2012

Pagination : 129-131

ISBN : 978-2-84788-404-3

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Roland Colin, « BARTHÉLÉMY (Pascale), *Africaines et diplômées à l'époque coloniale (1918-1957)* », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 135 | 2012, mis en ligne le 09 mai 2013, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/2556> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.2556>

BARTHÉLÉMY (Pascale)

Africaines et diplômées à l'époque coloniale (1918-1957)

Rennes : Presses Universitaires de Rennes, (coll. Histoire), 2010, 344 p.,

[préface de Catherine Coquery-Vidrovitch].

L'expansion coloniale française en Afrique subsaharienne a débuté au lendemain des guerres napoléoniennes, succédant à la traite négrière du commerce triangulaire. L'exploitation économique nouvelle se voilait d'un dessein « civilisateur » : les Africains ne pourraient rejoindre les Blancs en dignité et responsabilité qu'en abandonnant leur « barbarie première » et en se coulant dans le modèle social et culturel du colonisateur, projet à très long terme et conduit sans nulle hâte. Se posait alors la question cruciale de l'éducation des « indigènes ». Il convenait de les former à la fois pour les civiliser et pour les rendre aptes à seconder les projets des maîtres du jeu. Tout au long de l'histoire de la colonisation territoriale, entre 1816 et 1960, on put observer une dialectique subtile entre ces deux pôles. Pousser trop fort les feux de la promotion conduirait à ruiner le projet colonial en égalant les Noirs aux Blancs. Laisser l'action éducative s'enliser ferait encourir le risque de paralyser l'économie coloniale.

Le XIX^e siècle fut la longue étape du système éducatif minimal : le colonisateur ne consentit à former qu'une cohorte présumée docile de cadres très subalternes. Ce n'est qu'à partir de 1900 que l'on envisagea de progresser d'un niveau. Ainsi fut fondée la première école normale d'instituteurs africains, à Gorée d'abord puis à Sébikhotane, dans le proche voisinage de Dakar. Ce fut le début d'une mutation aux fortes conséquences politiques. Les normaliens de l'école William-Ponty constituèrent l'essentiel de l'encadrement des mouvements conduisant les Territoires à l'autonomie puis à l'indépendance, en un demi-siècle. Parallèlement, la création d'une école de médecine, de niveau comparable, complétait cette cohorte pionnière qui, en première intention, ne touchait que la population masculine. C'est en 1918 que fut mise en place, dans cette école de médecine, une filière de formation des sages-femmes africaines, avant que ne soit fondée, en 1938, l'école normale de Rufisque destinée aux institutrices.

Longtemps, ce terrain de recherche historique, pourtant essentiel, demeura en friche. Ce n'est qu'en 2002 que Jean-Hervé Jézéquel consacra une thèse à l'école William-Ponty (*Les Mangeurs de craie, socio-histoire d'une catégorie de lettrés à l'époque coloniale, les instituteurs de l'école William-Ponty*, thèse de

l'EHESS, 2002). C'est au cours de la même décennie que la recherche en vint à toucher les premières « femmes diplômées ». En 2010, Pascale Barthélémy publiait, à partir de sa propre thèse, un ouvrage important à plus d'un titre : *Africaines diplômées à l'époque coloniale (1918-1957)*.

Ce travail est remarquable, en premier lieu, par le champ qu'il englobe. À côté de leurs homologues masculins, médecins et instituteurs, les cadres féminins permettent une couverture globale du champ social, condition de son potentiel émancipateur. À ce titre, la présence de femmes africaines dans l'encadrement, rendue d'autant plus nécessaire par la relativement faible proportion de femmes européennes dans la société coloniale, préfigurait l'émergence d'une véritable classe sociale nouvelle dans le paysage des colonisés. L'apparition de couples d'« évolués » était la condition d'une sorte de révolution dans les rapports sociaux.

Les sages-femmes, dès 1918, et les institutrices, à partir de 1938, étaient admises à l'exercice de réelles responsabilités. Pascale Barthélémy montre alors l'incidence marquante des cadres formatrices européennes, en provenance notamment des écoles normales de France, sur les méthodes et sur l'idéologie d'une promotion féminine dont les lettres de noblesse métropolitaines étaient encore bien jeunes. Une figure se détache avec éclat de cet encadrement : celle de Germaine Le Goff, qui exerça une fascination étonnante sur ses jeunes élèves. Elle leur inculquait non seulement des connaissances générales et des compétences pédagogiques, mais aussi une vision humaniste d'elles-mêmes et du monde, dans une ligne que l'on est tenté de qualifier de « féministe », inscrite toutefois dans la culture de l'époque.

Les « legoffiennes » (ainsi se dénommèrent-elles) ne répondaient pas pour autant à une vision purement assimilationniste. Germaine Le Goff les encourageait à préserver en elles leur identité culturelle africaine, tout en s'ouvrant aux ressources de la modernisation. Même si la succession de la fondatrice se révéla plus conformiste, cette cohorte « progressiste » sut tenir sa place dans le processus d'émancipation menant à l'indépendance, à l'instar notamment de deux des plus brillantes d'entre elles, Oulimata Bâ-Dia et Annette Mbaye d'Erneville. C'est à elles que Mamadou Dia, Chef du gouvernement, au plus vif de sa stratégie de développement participatif, confia un rôle majeur dans la création d'une « Animation féminine ». Dans la période de transition bousculant les paradigmes fondateurs du régime colonial, la mobilisation des femmes, en soutien du mouvement social et politique, permettait de dépasser

la tentation assimilationniste, tout en sortant résolument de l'instrumentalisation colonialiste.

Pour éclairer toutes les facettes de cette aventure émancipatrice, Pascale Barthélémy déploie toutes les ressources de l'historienne sensible à l'ouverture du champ interdisciplinaire. Son écriture, tout comme celle de son collègue Jean-Hervé Jézéquel décrivant les « mangeurs de craie » masculins, peut se réclamer de la socio-histoire sans abandonner la rigueur méthodologique ni se départir d'une bien agréable saveur littéraire. Dans la trace des pionniers de l'histoire africaniste moderne – je pense en particulier à Yves Person – elle sait allier le recours à la tradition orale, recueillant 88 interviews des survivantes de la population étudiée, avec un remarquable travail archivistique. Elle donne ainsi une restitution fidèle des univers décrits, dans l'interprétation du jeu complexe des personnages et des institutions.

La distribution générale de la démarche d'investigation est cohérente et convaincante. Une première partie est consacrée aux modalités de création, dans leur contexte, des premières « grandes écoles de filles » en Afrique occidentale. La seconde nous introduit à la vie des « pionnières » et de leur postérité dans ce creuset de formation inédit, où « l'improbable devient possible ». Enfin, la recherche décrit la place des femmes diplômées dans la société, en conjuguant leur position et leur mission professionnelle, leur vécu familial et leur poids dans le mouvement social en marche : « toubabesses » ou « sœurs de race », des « agents doubles au féminin ». Ce vécu social, dès l'origine, ne va pas sans épreuves mais, médiatrices impénitentes et tenaces, elles franchissent l'obstacle avec détermination, souvent non sans élégance. On ne peut que reprendre la notation conclusive de Pascale Barthélémy : « Elles sont, dans la plupart des situations, conduites à négocier – mais cette négociation est en elle-même une nouveauté, une autonomie à peine conquise et jamais acquise. En Afrique, comme ailleurs, la recomposition des rôles se dessine lentement, fondée sur un remodelage des formes d'action héritées qui, pour les femmes en particulier, est souvent vécu comme un desserrement des contraintes ».

L'auteur présente, en annexes, de très solides et complètes références bibliographiques, et des index utiles à toute lecture référencée. Non seulement un bel ouvrage pour éclairer les recherches sur l'éducation en Afrique et présenter d'exemplaires démarches d'élucidation de la fonction enseignante, bien au delà du champ africain, mais aussi un livre générant un constant plaisir de lecture.

Roland COLIN